

**Ben Begbie-Clench**  
**Robert Hitchcock**

### Questions foncières et de ressources naturelles

Il y a eu de nombreux développements importants pour les peuples autochtones de Namibie en 2017. La question cruciale de la réforme foncière a continué à être débattue alors que la seconde réunion de la conférence nationale de la terre a été reportée en 2018.

En 2017, les Hai//om, la plus grande communauté San de Namibie, avec une population de 16000 personnes, ont poursuivi leur action collective contre le gouvernement de Namibie relative à la dépossession de leur territoire ancestral à Etosha et Mangetti Ouest. La revendication totale portait sur 23 150 km<sup>2</sup> de terre à Etosha et dans le cas de Mangetti, le total était de 433km<sup>2</sup>. Le procès cherche à compenser les pertes à la fois en espèces et en nature et il visait à assurer que les Hai//om puissent en tirer bénéfice dans les deux cas. La compensation financière totale pour les deux zones s'élève à environ 3,9 milliards de dollars namubiens, sans tenir compte des frais de justice. En novembre, la Haute Cour de Namibie a reporté les auditions initiales, au motif qu'il serait illégal d'engager une action collective sous l'empire de la constitution de Namibie, jusqu'en mai 2018.

Lors d'un contentieux juridique avec la Haute Cour, la *Conservancy* N+a Jaqna a réussi à obtenir satisfaction en faisant retirer une barrière illégale érigée par des fermiers qui s'étaient installés dans leur *conservancy* en septembre 2016. En 2017, la décision de la Haute Cour fut partiellement mise en oeuvre par la Police Namibienne (NAMPOL) qui a exigé des fermiers impliqués de retirer leurs barrières et leurs poteaux de bétail de la zone N+a Jaqna. Toutefois, d'autres ont refusé de bouger et de nouvelles barrières supplémentaires auraient été érigées. Le rôle ambigu de certains membres de l'Autorité Traditionnelle !Kung (AT), donnant autorisation à des personnes de s'installer dans cette zone, continue de provoquer des divisions entre l'AT et plusieurs membres de la communauté N+a Jaqna.

Des efforts ont été continués dans la *Conservancy* Nyae Nyae voisine (majoritairement constituée de Ju/'hoansi) pour poursuivre les éleveurs illégaux dans la zone de Tsumkwe. Malheureusement, les investigations et les poursuites des affaires concernant les Nyae Nyae ont été longuement retardées. Les procès ne devraient être ouverts qu'en 2018.

Un nombre considérable de peuples autochtones et d'autres ruraux namubiens continuent à tirer bénéfice des efforts des *conservancy* communales pour la conservation et la lutte contre la pauvreté en 2017. Par exemple, la *Conservancy* Nyae Nyae a dégagé plus de 5 millions de dollars namubiens grâce à ses activités en 2017 alors que la *Conservancy* N+a Jaqna en a généré plus d'un million. Certaines *conservancy* de l'Ovahimba dans la région de Kuene ont également eu des retours économiques significatifs.

Un sujet qui a reçu une attention toute relative de la part du gouvernement et des ONG concerne le grand nombre de familles résidant dans les fermes commerciales de Namibie, ce qui est une question particulière pour les San ; seuls quelques uns sont employés et reçoivent des bénéfices des propriétaires fermiers. La politique du gouvernement a un impact relatif sur les propriétaires fermiers.

Les Khwe dans le parc national Bwabwata font face à des restrictions strictes en termes d'accès aux ressources naturelles. En décembre 2016, la force de défense namibienne

(FDN) a déployé des patrouilles de soldats anti-braconniers en réponse à l'augmentation constatée du niveau de criminalité contre la faune sauvage. En 2017, aussi bien les touristes que les Khwe furent pris pour cible par la FDN, les garde-chasse et la police à cause d'une erreur d'identité, incluant un enfant de trois ans en mars 2017.

Des restrictions de cueillette d'arbuste ou de la Griffes Du Diable (une racine avec des propriétés pharmaceutiques contre l'arthrite et les maux de têtes) ont été mises en place. Initialement, le Ministère de l'Environnement et du Tourisme (MET) a ordonné aux Khwe de ne pas voyager à plus de cinq km de leurs villages, prétendument pour contrôler le risque de braconnage. En juin 2017, le MET a demandé aux personnes de ne pas quitter leur village pour des activités de cueillette. Le MET a également arrêté de soutenir les garde-chasse locaux de la communauté et les surveillants des ressources, en les privant de leur emploi. De plus, le MET a annulé les permis annuels de collecte de la Griffes du Diable (*Harpagophytum procumbens*). De graves famines ont suivi, les personnes ayant peur d'aller dans le bush. Les moyens de subsistance et la situation des revenus se sont dégradées avec la cessation de la subvention gouvernementale contre la sécheresse au début de l'année 2017. La Division des Communautés Marginalisées est intervenue à travers une distribution de maïs qui s'est déroulée deux fois, en mars et décembre.



## **Développements politiques sur les questions des peuples autochtones**

Kxoa Royal Ui/o/oo, le vice-ministre des Communautés Marginalisées, le seul San du gouvernement national, et Gerson Kamatuka, le directeur de la Division des Communautés Marginalisées, ont assisté à la 16e réunion annuelle du Forum Permanent des Peuples Autochtones des Nations-Unies (FPANU) à New-York du 24 avril au 6 mai 2017. Tous les deux ont rendu publiques des déclarations relatives à ces questions en Namibie.

Au cours de 2017, des progrès substantiels ont été réalisés autour du livre blanc concernant les droits des peuples autochtones en Namibie, initialement rédigé en 2014. La Division des Communautés Marginalisées a tenu des ateliers en concertation avec les Ministères et les représentants des peuples autochtones en mars 2017, avec le soutien du Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations-Unies (AESNU). Ces réunions ont été suivies par des consultations des communautés régionales en septembre 2017. Le livre blanc a été réécrit en vue de son approbation par le Cabinet en 2018.

### **Discrimination**

Il y a eu des cas de discrimination contre le San, les Topnaar et d'autres communautés marginalisées en 2017. Les Hai//om dans le Swakopmund ont accusé la municipalité de Swakopmund de traitement discriminant pour ne pas avoir donné de raison au refus d'attribuer à 78 demandeurs Hai//om des terres dans le Swakopmund. Les Topnaars dans la région de Erongo ont porté plainte pour avoir été sous-payés en tant que travailleurs sous contrats pour lesquels ils ont été licenciés en 2017. Parmi les Hai//om, les espoirs de succès d'une opération touristique impliquant la concession Gobaub dans le Parc national d'Etosha ont continué à être inaccessibles en raison de l'incapacité à acheter une ferme en propriété libre et en l'absence d'une volonté des opérateurs touristiques de faciliter le processus. Les plans des Hai//om pour améliorer le tourisme et réussir le projet de réinstallation des Hai//om d'Etosha ont également rencontré des difficultés.

### **A la recherche des réparations sur le génocide colonial**

Un procès a été engagé contre l'Allemagne en janvier 2017 par les représentants Ovaherero et Nama du comité du génocide des Ovaherero-Nama et par l'avocat Vakuii Rukoro, au sujet des réparations pour le génocide des Nama-Herero en 1904-1907. Le procès a été ouvert devant un tribunal de New-York sur le fondement de la loi Alien Tort Claims Act (ATCA) (loi sur les actions en responsabilité délictuelle des étrangers).

Bien qu'initialement opposé à cette action collective, des documents ont été communiqués par le gouvernement namibien manifestant son désir d'un règlement financier au-delà des aides au développement.

Des réunions ont été tenues sur l'affaire du génocide à Windhoek, Berlin et New-York en 2017. Plus tard en 2017, il a été découvert au Muséum Américain d'Histoire naturelle de New-York qu'il avait en sa possession des restes humains d'Ovaherero, de Hai//om et de Nama qui proviennent de Namibie pendant la période du génocide ; Herero et Nama cherchent à rapatrier ces restes.

### **Représentation politique**

En 2017, il y a eu 46 reconnaissances gouvernementales d'Autorité Traditionnelle (AT) en Namibie, cinq d'entre elles sont San. Les Khwe de la région du Zambézi n'ont toujours pas d'AT reconnue, en partie à cause de l'opposition de groupes résidant dans la zone et de

désaccords internes persistants relatifs à la personne à nommer en tant que chef. Certains autres San, notamment des régions du centre-nord, sont passés sous la juridiction d'AT non-San, limitant la représentation autochtone. Une situation similaire existe avec quelques Ovatie, Ovatjimba et Ovazemba.

## **Education**

En 2017, la Division des Communautés Marginalisées du Bureau du Président a rendu public les lignes directrices pour le programme de soutien éducatif des Ovatie, Ovazemba et Ovatjima. Selon le rapport du FPANU, un nombre substantiel de San, Ovatie, Ovazemba et Ovatjima fréquentaient l'école primaire en 2017. Avec le soutien de plusieurs ONG, le Gouvernement de Namibie a entrepris une rapide évaluation participative du programme de Développement Intégré des Jeunes Enfants parmi les communautés San de Namibie en 2017. Les problèmes identifiés concernent le taux élevé de décrochages des élèves, le manque de professeurs qualifiés dans les zones éloignées et le besoin de fonds additionnels pour soutenir l'éducation. Le rapport sera disponible au début 2018.

Le Conseil Namibie San, le Fonds financier //Ana-Jeh San (organisation de la jeunesse San de Namibie) et le Centre d'Assistance Légale se sont rencontrés plusieurs fois pendant l'année 2017 afin de discuter des questions concernant les hommes, les femmes et les jeunes San. Certaines des questions qu'ils ont mises en lumière concernent le bas niveau de participation des San à la vie socio-économique du pays, le haut taux de chômage et le manque de formation et d'opportunités éducatives.

## **Instances et activités des traités internationaux**

Le Président Hage Geingob a soulevé plusieurs questions internationales et nationales lors de son message sur l'Etat de la Nation devant le Parlement à Windhoek le 12 avril 2017. Le Président a discuté des traités internationaux auxquels la Namibie est partie et a rappelé combien ils étaient importants. La Namibie se prépare pour sa prochaine présentation de l'Examen Périodique Universel (EPU) du Conseil des Droits de l'Homme des Nations-Unies en 2018. Le pays continue à reconnaître reconnu pour sa détermination en matière de liberté d'expression, comme noté par le rapport de la Freedom House en 2017. La Namibie est reconnue par Transparency International pour être un des pays les moins corrompus du continent africain. La Banque Mondiale et les Nations-Unies ont désigné la Namibie comme un pays à revenu médian, ce qui a une incidence quelque peu négative sur sa capacité à obtenir des aides et prêts internationaux à taux faibles afin de modérer les taux intérêts et a limité les investissements internationaux dans les programmes de la société civile.

## **Perspectives pour 2018**

La Division des Communautés Marginalisées et le gouvernement de Namibie ont exprimé ensemble leur volonté de s'occuper des questions complexes auxquelles les San, Ovatie, Ovatjimba, Ovazemba et d'autres communautés rurales marginales, feront face en 2018. Les membres féminins du Parlement ont soulevé des préoccupations particulières relatives aux violences de genre qui affectent les femmes et les filles en Namibie et ont aussi noté l'augmentation de la prévalence au SIDA entre 2014 et 2017, qui affecte les jeunes femmes de manière disproportionnée. Certains efforts entrepris contre les violences de genre ont été conduits spécifiquement en direction des jeunes femmes, a indiqué le gouvernement, et cela se poursuivra à travers le Plan de Prospérité Harambee, le plan d'action pour le développement qui a été promulgué en 2016 et qui a été mis en oeuvre pour les six prochaines années. Ce plan qui a pour objectif la « prospérité pour tous » est tourné vers le

renforcement de l'efficacité gouvernementale, de l'amélioration économique, du progrès social, du développement des infrastructures et des relations et de la coopération internationales. Un objectif spécifique du plan Harambee et du Plan de Développement National 5 est la réduction de la pauvreté, estimée à 18% en 2015-2016 et 17% en 2017 ; le but étant de réduire le taux de pauvreté à 12% en 2020. Les Communautés marginalisées de Namibie, lors de discussions communautaires tenues en 2017, ont fait pression pour une plus grande attention à leurs problèmes, spécialement la pauvreté, le chômage et la discrimination.

## Notes and references

1. See [www.sanddevelopment.gov.na/aboutus.htm](http://www.sanddevelopment.gov.na/aboutus.htm)
2. The first post-Independence National Land Conference was held in June-July 1991.
3. M. Nunuhe, "Hai//om Fight for the Right to Ancestral lands". Southern Times, 5 April 2017, 'Hai//om Fight for the Right to Ancestral lands'.
4. W. Menges, 2017. "Etosha land rights case shelved to next year". The Namibian, 22 November 2017.
5. This case was discussed in [The Indigenous World 2016](#) and [2017](#).
6. Information from the discussions at the Annual General Meeting (AGM) for N# a Jaqna Conservancy: 24-26 July 2017.
7. Data from the Nyae Nyae and N# a Jaqna Conservancy management committees and from the Nyae Nyae Development foundation of Namibia.
8. R. Klataske, Wildlife Management and Conservation on Private Land in Namibia: An Ethnographic Account. Ph.D. dissertation, Anthropology, Michigan State University, East Lansing, Michigan, December 2017.
9. D. Heinrich 2017. "NDF features in Bwabwata shooting". Informante, 16 March 2017; Nampa 2017. "Shifeta regrets toddler shooting in Bwabwata". "Lela", 28 March 2017.
10. Information from residents of Bwabwata National Park, Namibia, 28 December, 2017.
11. Namib Times Editor 2017. "No Special Treatment for Hai//om San Living in Swakopmund". "Namib Times". 11 July 2017.
12. E. De Klerk, "Topnaar labourers dissatisfied with wages". New Era, 17 February 2017.
13. N. Kahjurika "Hai//om Tourism Concession in Limbo". "The Namibian", 23 August 2017.
14. N. Kahjurika, 'No Milk and Honey for the Hai//om'. "The Namibian", 24 August 2017.
15. AFP (2017) Descendants of Namibia genocide victims seek reparations in New York, The Guardian, 16 March 2017.
16. L. Chutel, "Namibia doesn't want 'aid' to make up for Germany's genocide—it wants \$30 billion". "Quartz Africa", 18 March 2017.
17. J. Burke, "US Museum 'storing remains of Namibian Genocide Victims'". The Guardian, 14 September 2017; L. Chutel, 2017. The remains of the victims of Germany's first genocide are in the American Natural History museum. Quartz Africa, 16 September 2017. M. Nunuhe 2017. "New York's Museum of Natural History Hoarding Skulls of Namibian Colonial Victims". "Southern Times", 18 September 2017.
18. G. Kamatuka, "Namibia. Office of Marginalised Communities". Paper presented at the 16<sup>th</sup> annual meeting of the United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues, New York, New York, 24 April-6 May, 2017.
19. Division of Marginalised Communities, Office of the President 2017. "Guidelines for the San, Ovatie, and Ovattjima Education Support Program". Windhoek, Namibia: Division of Marginalised Communities, Office of the President.
20. Kamatuka, Namibia report to UNPFII, op. cit.
21. Government of the Republic of Namibia, Palms for Life Fund, UNICEF, OSISA and Kalahari Peoples Fund 2017. "Participatory Rapid Assessment of Integrated Early Childhood Development Programmes among San Communities in Namibia". Windhoek: Government of the Republic of Namibia, Palms for Life Fund, UNICEF, OSISA and Kalahari Peoples' Fund.
22. Freedom House, "Freedom in the World 2017". "New York and Washington, DC: Freedom House".
23. G. Sanzila, 2017a. "Namibia MP's Champion women's rights", New Era, 5 July 2017. See also G. Sanzila, 2017b. "Speaker pledges to champion women's rights". New Era, 14 November 2017
24. Republic of Namibia 2016. "Harambee Prosperity Plan". 2016/17-2019/20. Namibia Government's Action Plan towards Prosperity for All. Windhoek: Republic of Namibia, p. 30.
25. Republic of Namibia 2017. "Namibia's 5<sup>th</sup> National Development Plan (NDP5) Working Together towards Prosperity" 2017/18-2021/22. Windhoek: Republic of Namibia, p. 5, Table 2
26. Minutes of meetings held in 2017 by the Division of Marginalised Communities, Government of Namibia.

*Ben Begbie-Clench is a consultant working on San issues in Namibia who works with the Desert Research Foundation of Namibia (DRFN).*

*Robert Hitchcock is a member of the board of the Kalahari Peoples Fund (KPF), a non-profit organisation devoted to assisting people in southern Africa.*

*Source : IWGIA 2018 The Indigenous World  
Traduction par **Raphaël Porteilla**,  
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Afrique*